

PROCÉDURE PÉNALE

Séance 1 - Les fondements de la procédure pénale française

| | |
|--|----------|
| I. Les caractères généraux de la procédure pénale française | 3 |
| A) Les différents types de procédure..... | 3 |
| 1) La procédure de type accusatoire..... | 3 |
| 2) La procédure de type inquisitoire | 4 |
| 3) Le système français mixte..... | 5 |
| B) L'évolution contemporaine de la procédure pénale..... | 6 |
| 1) L'équilibre mixte des deux procédures | 6 |
| 2) Les enjeux moderne de la procédure pénale..... | 7 |
| C) Les sources de la procédure pénale..... | 7 |
| 1) Loi et Code de procédure pénale..... | 7 |
| 2) Le Conseil constitutionnel..... | 7 |
| 3) Les sources internationales et européennes..... | 7 |
| D) L'application des lois de procédure dans le temps | 8 |
| 1) Les lois pénales de formes | 8 |
| 2) Les lois pénales de procédure | 8 |
| 3) Les lois pénales concernant la prescription de l'action publique et celles relatives aux voies de recours | 9 |
| II. Les principes directeurs de la procédure pénale | 9 |
| A) Les principes relatifs à l'organisation judiciaire..... | 9 |
| 1) La séparation des fonctions judiciaires | 9 |
| a) La séparation de la poursuite et de l'instruction | 9 |

| | |
|--|-----------|
| b) La séparation des fonctions d'instruction et de jugement | 10 |
| c) La séparation des fonctions de poursuite et de jugement | 10 |
| 2) <i>Le principe du double degré de juridiction</i> | 11 |
| 3) <i>Le principe de l'unité des juridictions civiles et pénales</i> | 12 |
| 4) <i>Les principes d'indépendances et d'impartialité</i> | 12 |
| B) Les garanties procédurales durant le procès pénal | 12 |
| 1) <i>L'accès au juge</i> | 12 |
| 2) <i>Les droits de la défense, le principe du contradictoire et l'égalité des armes</i> 13 | |
| 3) <i>La célérité de la procédure</i> | 14 |
| 4) <i>La publicité de la procédure</i> | 14 |
| C) La preuve en matière pénale | 14 |
| 1) <i>La charge de la preuve</i> | 14 |
| a) La preuve incombe à la partie poursuivante..... | 14 |
| b) Les limites à la présomption d'innocence : les présomptions de culpabilités..... | 15 |
| 2) <i>Les modes de preuve</i> | 16 |
| a) La liberté de la preuve | 16 |
| b) La légalité de la preuve | 17 |

I. Les caractères généraux de la procédure pénale française



Définition : La procédure pénale est le déroulement du procès pénal c'est-à-dire le cheminement de la commission d'une infraction jusqu'au prononcé de la peine.



À retenir : L'objectif de la procédure pénale est la défense de l'intérêt général alors que la procédure civile est essentiellement d'intérêt privé. L'enjeu de la procédure pénale est la conciliation des intérêts inconciliables : la défense de l'intérêt général et la protection des libertés individuelles¹.

A) Les différents types de procédures

La procédure pénale française est un régime mixte, elle est un compromis entre la procédure de type accusatoire et la procédure de type inquisitoire.

1) La procédure de type accusatoire

On l'aperçoit dès la Grèce classique ainsi que dans la Rome primitive avant d'être appliquée en France, après les invasions barbares, puis à l'époque féodale pendant le haut Moyen-âge.

¹Voir. BUISSON J, GUINCHARD S, Procédure pénale, LexisNExis, 2020.



Définition : Elle est définie comme une « procédure dans laquelle parties ont à titre exclusif, ou au moins principal, l'initiale de l'instance, de son déroulement, et de son instruction² ».

La poursuite relève de la personne privée. Elle se déclenche par accusation. Elle débute par une initiative de la victime, qui accuse l'auteur de l'infraction, elle se porte « accusateur ». Le juge ne peut s'autosaisir.



À retenir : La procédure accusatoire est orale, publique et contradictoire. Elle garantit les intérêts de la personne poursuivie.

La procédure est marquée par un fort formalisme des preuves (système de preuve légale). Les parties s'affrontent. La personne poursuivie bénéficie de garanties pour se défendre et discuter librement face aux charges portées contre elle.

Toutefois, ce système n'est pas adapté pour protéger efficacement la société. Sans accusateur privé, il n'y a pas d'action contre l'auteur de l'infraction. Si la victime se désiste, la procédure s'achève.

2) La procédure de type inquisitoire

Ce système est lié au pays de tradition romano-germanique.



Définition : L'idée de cette procédure est l'efficacité, au nom de laquelle la fin a tendance à justifier les moyens³.



À retenir : Cette procédure est secrète, écrite et non contradictoire.

²CORNU G. Vocabulaire juridique, PUF, 2020.

³BOULOC B, *Procédure pénal*, Dalloz, 2019, n°66.

Le caractère principal est l'enquête elle place les intérêts de la société avant les intérêts des individus. La poursuite est assurée par un juge accusateur.

Le but de la procédure est de protéger la société. Mais elle aboutit à des atteintes portées aux libertés individuelles. Cette procédure accroît les abus et les erreurs judiciaires.

3) *Le système français mixte*

En France, un système de procédure type mixte a été adopté dès **le Code d'instruction criminelle de 1808**. Ce système permet de trouver un équilibre entre la protection de la société et les garanties de l'individu.



À retenir : La procédure française est de type inquisitoire au niveau de la mise en mouvement des poursuites : cette prérogative appartient au ministère public.

La procédure française offre l'occasion à la victime d'enclencher le procès pénal par une plainte avec constitution de partie civile ou citation directe caractéristiques d'une procédure accusatoire.

La procédure pénale comporte une instruction avec les caractères d'une procédure inquisitoire, notamment le secret. Toutefois, elle est contradictoire et légitime un respect des droits de la défense.



À retenir : La phase du jugement détient des caractères d'une procédure de type accusatoire : public et contradictoire. Les juges sont des professionnels.

B) L'évolution contemporaine de la procédure pénale

1) L'équilibre mixte des deux procédures



À retenir : La procédure pénale française garde les caractères d'une procédure mixte majoritairement inquisitoire durant la phase policière et d'instruction et accusatoire pendant la phase de jugement.

Il faut attendre le stade du jugement pour que les parties interviennent, par les caractères de la procédure accusatoire.



À retenir : La procédure pénale française est le résultat de la recherche d'un équilibre entre l'objectif de protection de la société et celui de la nécessaire protection des libertés individuelles de la personne poursuivie.

Ainsi, le système procédural français n'est ni totalement accusatoire ni totalement inquisitoire. Il est accusatoire ou inquisitoire selon les phases procédurales.

La question de l'équilibre de la procédure pénale s'est alors déplacée sur le terrain de la phase : l'équilibre se constitue de l'ensemble des phases du procès pénal, la mixité des phases procédurales fait l'équilibre. En somme, l'équilibre de la procédure pénale est un équilibre de phase :

- la procédure est plutôt inquisitoire dans la phase préparatoire.
- la procédure est principalement accusatoire dans la phase décisive,

De nos jours, les deux systèmes se rencontrent, se heurtent, s'associent ou s'affrontent, durant chaque phase, mais aussi à l'intérieur. Le système mixte est plus en plus remis en cause.

2) Les enjeux modernes de la procédure pénale.

Le législateur a la nécessité de composer avec le retentissement médiatique de certains faits divers, des attentats terroristes, des nouvelles formes de criminalité.

La loi du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice constitue la dernière réforme importante de procédure pénale. Elle a pour objet de simplifier la procédure pénale et de renforcer son efficacité. Elle améliore le parcours judiciaire des victimes les mesures de simplification des enquêtes de l'action publique, de l'instruction et du jugement.

Elle a en outre opéré la fusion des tribunaux d'instance et de grande instance lesquels sont désormais nommés **tribunaux judiciaires** depuis le **1 janvier 2020**.

C) Les sources de la procédure pénale

1) Loi et Code de procédure pénale

La procédure pénale relève de la loi (**art. 34 de la C°**).

Les règles de procédure pénale sont inscrites dans plusieurs Codes. Principalement dans le Code de procédure pénale (CPP) ainsi que le Code de l'organisation judiciaire (COJ).

2) Le Conseil constitutionnel

On trouve une jurisprudence abondante en matière de procédure pénale en raison de la **QPC**.

3) Les sources internationales et européennes

Les **dispositions des conventions internationales ont l'obligation d'être intégrées au droit interne (art. 55 de la C°)**. La France, par sa signature à différentes conventions internationales a l'obligation de **respecter un certain nombre de principes**.

- Déclaration universelle des droits de l'homme
- Pacte international relatif aux droits civiques et politiques ;
- Convention européenne la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés.

Le **traité de Lisbonne entré en vigueur en 2009** fait entrer la procédure pénale dans le champ d'application des directives européennes, ce qui permet de rapprocher les législations des États membres en matière de procédure pénale.

D) L'application des lois de procédure dans le temps

1) Les lois pénales de formes



À retenir : Les lois pénales de forme s'appliquent immédiatement.

Ces lois sont relatives à **l'organisation judiciaire, la compétence, la procédure, et la prescription.**

2) Les lois pénales de procédure

Les **articles 112- 2 et suivants du Code pénal** régit l'application dans le temps des lois de procédure :

- les lois nouvelles qui relèvent de **l'organisation judiciaire et de la compétence** sont **applicables au jugement des infractions commises même avant leur entrée en vigueur dès lors qu'aucune décision n'a été rendue sur le fond.**
- Les lois relatives à la **procédure (modalités de poursuite et forme de procédure)** **trouvent leur application immédiatement.**

Il existe cependant 3 limites :

- Aucune décision définitive ne doit être opérée

- La loi nouvelle ne doit pas porter atteinte à un droit acquis par le prévenu ou la personne mise en examen
- La loi nouvelle ne doit pas entraîner la nullité d'actes accomplis régulièrement lorsque l'ancienne loi était en vigueur

3) *Les lois pénales concernant la prescription de l'action publique et celles relatives aux voies de recours*

Les lois concernant la **prescription de l'action publique trouvent leurs applications immédiatement à la prescription des infractions commises lorsque la prescription n'est pas acquise.**

Les **lois relatives aux voies de recours et aux délais s'appliquent aux recours formés postérieurement à leur entrée en vigueur.**

II. Les principes directeurs de la procédure pénale

A) Les principes relatifs à l'organisation judiciaire

1) *La séparation des fonctions judiciaires*

L'objectif de cette séparation est double. D'abord, protéger les libertés des citoyens en transposant à l'organisation judiciaire. Ensuite, elle permet une spécialisation des juges qui favorisent un meilleur fonctionnement et une meilleure efficacité de la justice.

a) La séparation de la poursuite et de l'instruction



À retenir :

La fonction de poursuite est assurée par le ministère public.

C'est le juge d'instruction qui mène l'instruction. Il ne peut se saisir lui-même, ce qui permet d'assurer l'indépendance et l'impartialité du juge d'instruction dans la recherche et l'appréciation des preuves.

Le ministère public **n'a pas de pouvoir pour exercer des actes d'instruction**, il doit se contenter de poursuivre. Mais, il **peut procéder à des actes de police judiciaire (PJ) tant que la juridiction instruction n'a pas été saisie.**

Le procureur de la République a la possibilité **de demander au juge d'instruction des actes qui lui semblent nécessaires où utiles à la manifestation de la vérité et toutes mesures de sûreté nécessaires (art. 82 al. 1 CPP).**

b) La séparation des fonctions d'instruction et de jugement



Définition : Le juge d'instruction doit rechercher les preuves, en raison de sa fonction d'instruction.

Cette fonction est séparée de celle de juger, laquelle incombe aux juridictions de jugement.

Le juge d'instruction n'a pas la possibilité dans une juridiction de jugement pour juger d'une affaire dans laquelle il a mené l'instruction à peine de **nullité (art 49 al2 CPP)**. Même chose pour le juge des libertés et de la détention (JLD) (**art. 137 al3 CPP**).



À retenir : Depuis 2011, le cumul des fonctions d'instruction et de jugement du juge des affaires dans la même affaire est interdit (**Cons. const. 8 juillet 2011 QPC, sauf lorsqu'il entend influer une sanction éducative au mineur : article L.251-3 COJ**).

c) La séparation des fonctions de poursuite et de jugement

La fonction du juge de jugement est séparée de celle de procureur de la République.

La juridiction de jugement ne peut exercer la fonction de poursuite : elle ne peut s'autosaisir. Sauf en cas de délit d'audience.



À retenir : La saisine de juridiction de jugement provient du Parquet.

2) Le principe du double degré de juridiction

« Toute personne condamnée a le droit de faire examiner sa condamnation par une autre juridiction » (**art. préliminaire du CPP**).



À retenir : Il est toujours possible d'exercer un recours concernant les décisions des juridictions de premier ressort.

Le principe du double degré de juridiction connaît **deux limites** :

- 1) En matière contraventionnelle, devant le tribunal de police, il n'est possible d'exercer l'appel que :
 - Lorsque l'amende encourue n'est pas celle encourue pour les contraventions de la 5e classe.
 - Lorsqu'une peine de suspension du permis de conduire a été prononcée pour une durée de 3 ans en plus
 - Si une condamnation à des dommages et intérêts a été prononcée contre le prévenu responsable au civil
 - Lorsque la peine d'amende prononcée est supérieure au maximum de l'amende encourue pour les contraventions de la 2e classe.
- 2) En matière de jugement d'avant dire droit.



Définition : Un jugement statue sur les incidents ou exceptions soulevés, lors du procès devant le tribunal de police ou tribunal correctionnel.

Lorsque le jugement met fin à la procédure, l'appel est possible. (**art. 507 et art. 549 CPP**).

3) *Le principe de l'unité des juridictions civiles et pénales*



À retenir : Les juges ne sont pas spécialisés, ils rendent à la fois la justice civile et la justice pénale.

On trouve au civil : le **tribunal judiciaire (TJ)** et au pénal : le **tribunal de police ou correctionnel**.

La **cour d'appel (CA)** est compétente à la fois devant les jugements rendus en matière civile et en matière répressive.

La **Cour d'assises** est composée de magistrats professionnels : soit des conseillers à la CA ; soit des juges du tribunal.

4) *Les principes d'indépendances et d'impartialité*

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial ». L'**article 5 de la ConvEDH** affirme que le principe du droit à un tribunal indépendant et impartial.

B) Les garanties procédurales durant le procès pénal

1) *L'accès au juge*

L'accès au juge est garanti par :

- l'**article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** : « Toute société dans laquelle la garantie des Droits n'est pas assurée ni la séparation des Pouvoirs déterminée n'a point de Constitution ».

- l'**article 6 § 1 de la ConvEDH** : « Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal ».

Le droit au juge n'est pas absolu il peut connaître des limites à la seule condition qu'elle soit proportionnée au but légitime qu'elles poursuivent.

2) Les droits de la défense, le principe du contradictoire et l'égalité des armes

Selon l'**article 6 de la ConvEDH** consacre la garantie des droits de la défense. L'**article 3** indique que tout accusé a le droit « se défendre lui-même ou avoir assistance d'un défendeur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office lorsque les intérêts de la justice l'exigent »

L'**article préliminaire du Code de procédure pénale** énonce que « en matière criminelle et correctionnelle, aucune condamnation ne peut être prononcée contre une personne sur le seul fondement de déclarations qu'elle a faites sans avoir pu s'entretenir avec un avocat et être assistée par lui »



À retenir : Ces principes s'appliquent tout le long de la phase de procédure.

Le principe de l'égalité des armes résulte du droit à un procès équitable.

L'**égalité des armes inclut le principe du contradictoire**. En ce sens : l'**article 427 du Code de procédure** pénale énonce que « le juge ne peut fonder sa décision que sur des preuves qui lui sont apportées au cours des débats et contradictoirement discuter devant lui ».

La CEDH a pensé que le **respect du principe du contradictoire** « implique le principe la faculté pour les parties à un procès, pénal ou civil, de prendre connaissance de toute pièce ou observation présentée au juge, même par un magistrat indépendant, en vue d'influencer sa décision et de la discuter ». (**CEDH, 20 février 1996**).

3) La célérité de la procédure

L'**article 6 de la ConvEDH** exige que toute personne doit être **jugée dans un délai raisonnable**. C'est en ce sens que l'**article préliminaire du Code pénal** indique « il doit être définitivement statué sur l'accusation dont cette personne fait l'objet dans un délai raisonnable » : c'est le principe **de célérité de la procédure**.

4) La publicité de la procédure

L'**article 6 de la ConvEDH** affirme le **principe de publicité de la procédure**.

L'**article 306 du Code de procédure pénale** exige que **les débats soient publics**.

C) La preuve en matière pénale

1) La charge de la preuve



À retenir : Elle incombe en principe au demandeur

a) La preuve incombe à la partie poursuivante

- Le principe de la présomption d'innocence :



Définition : Le principe de la présomption d'innocence correspond au fait qu'un individu est innocent tant que sa culpabilité n'a pas été prouvée par un jugement irrévocable.



À retenir : Ce principe à valeur constitutionnelle : **Cons. const. 9 janvier 1980**

La présomption d'innocence est posée par le Code de procédure pénale dans son article préliminaire ainsi que par des normes supérieures.



À retenir : Elle se retrouve consacré par l'**article 304 du Code de procédure pénale**, et l'**article 9-1 du Code civil** lequel assure le respect de la présomption d'innocence en permettant celui qui a subi la violation de la faire cesser et d'obtenir réparation.



Définition : Le principe de la présomption d'innocence impose à la partie poursuivante de faire la preuve de la culpabilité de la personne soupçonnée.

La personne poursuivante correspond au ministère public. Ce dernier doit montrer que l'infraction est caractérisée dans les 3 éléments : légal matériel et moral.

La preuve revient au demandeur.

En application au principe de légalité, **le comportement en cause doit être prévu par un texte**. « **Nul n'est censé ignorer la loi** », la personne poursuivie ne peut invoquer une méconnaissance d'un texte. Toutefois, **depuis 1994**, l'**erreur invincible** par l'**article 122- 3 du Code pénal** « n'est pas pénalement responsable de la personne qui justifie avoir cru, par une erreur sur le droit qu'elle n'était pas en mesure d'éviter, pouvoir légitimement accomplir l'acte ».

La partie qui poursuit doit prouver que l'acte a été commis et qu'il est imputable à la personne poursuivie.

b) Les limite à la présomption d'innocence : les présomptions de culpabilité

Dans certaines situations la preuve de la culpabilité peut être difficilement apportée par le ministère public, le législateur a dès lors consacré des situations de **présomption de culpabilité**.



Exemple : En matière de recel sont considérées comme receleur les personnes qui ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie ou qui ne peuvent justifier de l'origine d'un détenu tout en étant en relation habituelle avec une ou des personnes qui se livrent à la commission de crimes ou de délits (**art. 321- 6 CP**).

La Cour de cassation ainsi que le Conseil constitutionnel indique que de manière exceptionnelle, ces **présomptions peuvent être établies notamment en matière contraventionnelle**, lorsqu'elle ne revêt pas de caractère irréfragable, qu'est assuré le respect des droits de la défense et que les faits induisent raisonnablement la vraisemblance de l'imputabilité (**Cons. Constit. 16 juin 1999 n°99-411 DC**). Confirmé : **CEDH, 7 octobre 1988 n°10519/88**).

2) Les modes de preuve

a) La liberté de la preuve

- la liberté dans l'admissibilité de la preuve :



À retenir : Tout moyen de preuve est recevable pour prouver les faits.

«Hors les cas où la loi en dispose autrement, les infractions peuvent être établies par tout mode de preuve » (**art. 427 CPP**). Comme des constatations matérielles : témoignage, aveu, indice, présomption.

On constate des exceptions à la liberté de la preuve :

- L'**article 432 du Code de procédure** dispose : « la preuve par écrit ne peut résulter de la correspondance échangée entre le prévenu et son avocat »
- L'**article 427 du Code de procédure pénale** indique que : « le juge ne peut fonder sa décision que sur des preuves qui lui sont accordées au cours des débats et contradictoirement discutés devant lui »,

- Certaines limitations concernent uniquement certaines infractions, comme les contraventions fait matériel simple ne peuvent être prouvées que par procès-verbal ou rapport de police à défaut par témoignage.

- La liberté dans l'appréciation de la preuve : l'intime conviction

« Le juge décide par son intime conviction » (**art. 427 CPP**). Le juge n'est tenu par aucun moyen de preuve. De ce fait, l'aveu ne possède pas une valeur supérieure aux autres moyens de preuve, c'est au juge de l'apprécier (**art. 428 CPP**).

Les magistrats fondent leurs convictions sur l'ensemble des preuves apportées au cours des débats à condition qu'il soit discuté contradictoirement (**art. 430 CPP**). Il doit motiver sa décision (il doit développer pourquoi et commencer il est arrivé à cette conviction).

Cependant, **à titre exceptionnel**, certains modes de preuve s'imposent, jusqu'à preuve contraire ou inscription de faux :

- En matière contraventionnelle, les procès-verbaux ou rapports constatant des infractions et de réussite dans des conditions régulières par des personnes compétentes font foi jusqu'à preuve du contraire (**art. 536 al. 2 CPP**).

- En matière de délits prévus par des lois spéciales le même principe s'applique (**art.431 CPP**). En ce sens : **article 337 du Code des douanes**.

- Certains procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux autrement dit jusqu'à qu'il soit prouvé qu'il s'agit d'un faux en écriture publique (**art.336 du Code des douanes**).

b) La légalité de la preuve

La preuve est libre. Mais, elle doit être rapportée dans le respect des textes : **respect de la vie privée, du secret professionnel, du contradictoire et de loyauté.**

- la loyauté de la preuve



Définition : La loyauté consiste dans l'application de la recherche de preuves dans le respect des droits de l'individu.

La jurisprudence a condamné l'emploi par les enquêteurs de certains procédés de preuve déloyale. En ce sens : La provocation policière à la commission d'une infraction est interdite (**Cass. crim. 11 juillet 2017 n°17-80313**).

Le principe le plus important qui doit être respecté est celui du **contradictoire**, il implique pour les policiers ou le juge d'instruction de ne pas utiliser de stratagème pour tromper la défense de la personne impliquée dans une affaire judiciaire.